

# Vers un modèle inspiré de l'économie de marché : le cas de l'Angleterre

SIMONE FORSTER  
COLLABORATRICE SCIENTIFIQUE IRDP

*En transformant l'école en entreprise, le gouvernement de Tony Blair poursuit sa politique de libéralisation de l'éducation. L'Angleterre est le pays d'Europe qui est allé le plus loin sur cette voie.*

## Inadéquation de l'éducation aux besoins économiques

En octobre 1976, Sir James Callaghan, premier ministre travailliste prononça un discours (*Ruskin College Speech*) demeuré célèbre. Il mit l'accent sur l'inadéquation de l'éducation aux besoins économiques du pays. Les écoles devaient atteindre une meilleure qualité et faire l'objet d'évaluations régulières et rigoureuses. Il fallait se concentrer sur la maîtrise parfaite des apprentissages fondamentaux : lire, écrire, compter. Les dépenses en éducation ne signifiaient pas forcément une amélioration quasi automatique du capital humain. Tony Blair, dès son accession au pouvoir, s'inscrivit dans le sillage de Sir James Callaghan.

L'Angleterre, avec la réforme de l'éducation de 1988 de Margaret Thatcher, ouvrit la voie nouvelle de l'autonomie des

établissements. Cette politique fut poursuivie par le Labour qui mit sur pied un programme national d'évaluation avec des mesures standardisées des apprentissages pour les élèves de 7, 11, 14 et 16 ans. Ces évaluations, réalisées par des agences gouvernementales comme le Bureau des normes éducatives (*Office for standards in Education- Ofsted*) renseignent parents et élèves sur les niveaux scolaires et permettent de juger de la qualité des établissements. Des équipes d'inspecteurs visitent, en outre, les écoles primaires et secondaires. Elles apprécient l'offre éducative, la satisfaction des parents, le développement social et culturel des élèves, l'utilisation des ressources financières. Leur rapport est publié et peut être consulté sur internet.

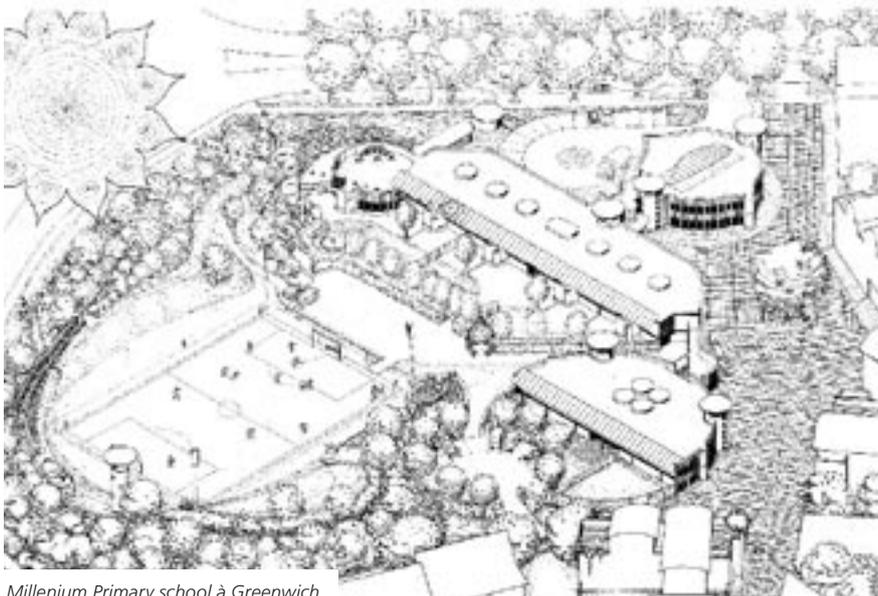
14

## Une meilleure qualité, mais avec des effets pervers

Prime donc la logique de marché qui s'inscrit dans la nécessité de rendre des comptes. Curriculum national, système d'évaluation standardisé, publication des résultats et libre choix des parents ont nettement amélioré le niveau moyen de l'éducation. L'Ofsted annonce que les

pourcentages de bons et excellents enseignements ont passé de 45 % en 1997 à 74 % en 2004/05 dans les écoles primaires et de 59 % à 74 % dans les écoles secondaires. Les écoles bien classées ont été multipliées par 5 depuis 1997. La médaille a toutefois son revers : une perte d'équité

et des écarts importants entre les établissements et les élèves. Des stratégies correctives sont mises en place : aide rémunérée des établissements bien cotés qui conseillent ceux qui sont en difficulté, préscolarisation à temps partiel gratuite pour les enfants de 3 et 4 ans, accent sur les apprentissages de base avec soutien aux enfants en difficulté (*literacy hour* soit une heure de lecture obligatoire dans toutes les écoles primaires et *daily maths*), programme « *Building Schools for the Future* », lancé en 2005/06, doté de 2,2 milliards de livres pour construire et moderniser les établissements secondaires avec un accent particulier sur les quartiers défavorisés.



Millenium Primary school à Greenwich

## La nouvelle vague du leadership

Le chef d'établissement joue donc un rôle stratégique dans le système britannique. Il doit respecter les exigences du curriculum et promouvoir des réformes afin d'atteindre une meilleure qualité. Il devient un véritable entrepreneur en éducation investi d'un rôle de leader. Il incarne un nouveau style de gestion axé sur une dynamique éducative où l'on privilégie le travail en équipe et les stratégies à long terme. Ce leadership éducatif n'est pas celui des chefs d'entreprise. Il a ses spécificités : conception des plans de formation, des programmes d'études, des formes d'encadrement et des modes d'enseignement.

Des formations *School Leadership College* (SLC) sont dispensées aux directeurs d'établissements qui reçoivent un diplôme : la *National Qualification for Headship*. En règle générale, les directeurs ou directrices sont recrutés dans le corps enseignant. Il arrive cependant qu'on fasse appel à des managers du secteur privé. Cette pratique demeure toutefois rare. La qualité de la formation initiale et continue des enseignants et enseignantes est aussi régulièrement évaluée. C'est le travail de L'Agence pour la formation des enseignants (*Teacher Training Agency*).

## La nouvelle alliance du secteur public et privé

Le gouvernement travailliste britannique en est convaincu : la participation des entreprises est la clé d'une rénovation du système scolaire. Ce dernier va y gagner en pertinence et en efficacité. Ainsi le CEA (*Cambridge Education Associates*) est chargé par le gouvernement de la mise en place du système du salaire au mérite des enseignants. Le Livre Blanc de l'éducation d'octobre 2005 annonce que les autorités éducatives locales (*Local Education Authorities*, LEA) ont pour tâche d'offrir un choix d'établissements performants. A cet effet, il leur est recommandé de fermer les écoles inefficaces et de créer un marché pour l'implantation de nouvelles écoles. Si les LEA s'avèrent peu performantes, leurs services peuvent être privatisés. L'opération ne se déroule toutefois pas sans contrôle ni exigences. Ainsi, l'autorité scolaire de Haringey à Londres ne fut pas privatisée car les offres des entreprises privées n'étaient pas satisfaisantes (*Times Educational Supplement*, 26.1.2001, p 13). Dès mars 2000, le gouvernement britannique a créé de nouvelles écoles : les académies sur le modèle des *charter schools* américaines. Il s'agit de nouveaux établissements secondaires d'Etat situés dans les quartiers défavorisés. Financés par le gouvernement, ils ont le statut d'écoles

indépendantes donc privées et échappent au contrôle des LEA. Ils jouissent d'une grande liberté et peuvent définir leurs programmes. Les mécènes qui dirigent ces académies paient 20 % des coûts en capital ; l'Etat fournit le reste. Les terrains et les bâtiments appartiennent aux sponsors. Ces derniers les acquièrent donc à 20 % de leur valeur. Patrons d'entreprises, Eglises et écoles privées chic sont encouragés à se lancer. A ce jour, il existe 17 académies et l'objectif est d'arriver à 200 en 2010. A l'Academy de Bexley, sponsorisée par sir David Garrard, la proportion d'élèves qui décrochent les meilleures notes au GCSE (*General Certificate of Secondary Education*) est montée de 7 à 21 % en un an.

Sociétés ou entreprises qui agissent à titre commercial ou bénévole sont donc devenues des actrices importantes du système éducatif qu'il s'agisse des programmes, des méthodes ou de l'administration des établissements. Ainsi l'entreprise Capita s'occupe du soutien et des cours de formation des maîtres des écoles primaires qui doivent appliquer la Stratégie nationale pour l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul (*National Primary Strategy for Literacy and Numeracy*). Elle recycle également, pour les mêmes matières, les maîtres du secondaire I.



Ruth Kelly, ministre britannique de l'éducation

## La réforme des collèges

Ruth Kelly, ministre de l'éducation a présenté à la Chambre des Communes en octobre 2005 la réforme qui va toucher les collèges d'Angleterre. Les mots clés en sont : indépendance, choix et diversité (*Le Monde* 27.10. 05). Les collèges (de 11 à 16 ans ou de 11 à 18 ans) qui sont actuellement gérés par les autorités locales (LEA) auront toute liberté de devenir des fondations à but non lucratif. Ce statut leur laisse une grande marge de gestion : choix des programmes, sélection des enseignants et des élèves. Ces nouvelles fondations pourront être gérées par des entreprises, des associations caritatives, des Eglises, des universités, des associations de parents

d'élèves ou des particuliers. L'Eglise anglicane et Microsoft se sont déjà manifestés afin de reprendre certains établissements. Ces nouveaux gestionnaires recevront l'argent public. Ils ne seront pas tenus d'investir mais ils y sont vivement encouragés. Les associations de parents pourront ouvrir des écoles et demander la fermeture de celles qu'elles jugent mauvaises. Le but de Tony Blair est de favoriser l'accès des plus démunis à un enseignement de qualité. Un plus grand choix, une plus grande diversité de l'offre éducative vont favoriser un meilleur niveau de formation pour tous. Actuellement, un collège sur dix fournit de piètres prestations.

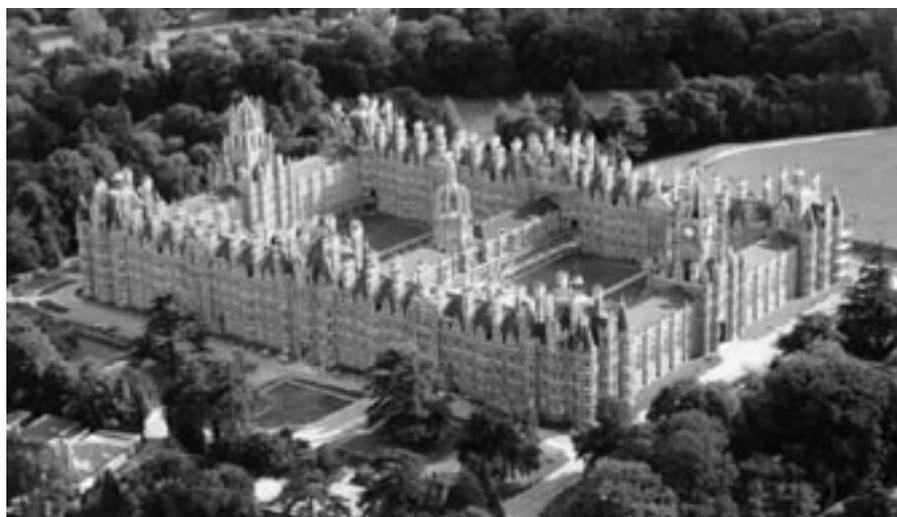
Il est temps de redresser la barre avant que l'Angleterre ne soit dépassée par les nouveaux tigres que sont l'Inde, la Chine et la Corée.

Finalement, le gouvernement britannique place de grands espoirs dans le business de l'éducation naissant. Il y voit une source de profits et une force capable de rivali-

ser avec l'*edubusiness* américain dans le cadre de la libéralisation généralisée des services poursuivie par le GATS. Toutefois, le gouvernement de Tony Blair est allé au-delà de la position de négociation de l'UE qui est réticente à prendre des engagements en matière de scolarité obligatoire.

### L'Angleterre et son système éducatif

Les écoles privées dites *Public schools* représentent 7 % des écoles britanniques. Les *State schools* forment les enfants jusqu'à l'âge de 16 ans. Au terme du cycle secondaire I, les élèves subissent des tests afin de décrocher le GCSE (*General Certificate of Secondary Education*). Ceux qui l'ont réussi étudient deux ans supplémentaires pour obtenir le A level (*General Certificate of Education Advanced Level*), l'équivalent d'un baccalauréat. Les universités sont en concurrence pour attirer les étudiants qui ont obtenu les meilleurs résultats. Les enseignants sont présents toute la journée dans les collèges du secondaire I. Ils font régner la discipline et on attend aussi d'eux qu'il fassent du coaching, qu'ils stimulent et encouragent les élèves.



Royal Holloway college, dans le Surrey. Fondé en 1879, par l'industriel et philanthrope Thomas Holloway, comme un collège pour femmes, il fait partie aujourd'hui de l'Université de Londres

#### Bibliographie

*Higher Standards, Better Schools For all. More Choice for parents and pupils.* Presented to Parliament by The Secretary of State for Education and Skills, October 2005

Heywood, J; Taylor P. *School Autonomy*, European Forum on Educational Administration (EFEA) 2002

Leclercq J-M. *Perspective internationale: quelle direction pour les établissements scolaires?* Politiques d'éducation et de formation. Analyses et comparaisons internationales 13 /1/ 2005